LE NOUVELLISTE DU 14.11.2016 Par Julien Wicky

Le Nouvelliste

La fonction publique s'étrangle

Les conseillers d'Etat Oskar Freysinger et Maurice Tornay sont venus répondre aux remarques des délégués de la FMEP.

Entre l'Etat et ses employés, les coupes continuent de tendre les relations.

C'est l'histoire d'un mot qui crispe. Economiser. Ce mot, les enseignants, les magistrats et le personnel de l'Etat ne peuvent plus l'entendre. Et depuis que les finances du canton se sont durcies, ils le font clairement savoir. En témoigne la liste des revendications de leur fédération (FMEP) étayée samedi lors de l'assemblée générale.

Ils se sentent *«pressés comme des citrons»*, ne veulent plus de suppression de postes, ne veulent pas supporter seuls l'assainissement de leur caisse de prévoyance, ne veulent plus de coupes sur leur dos et exigent une compensation pour les pertes engendrées ces dernières années.

Pas de nouvelles coupes

Pour raconter cette histoire, prenons trois protagonistes pour qui l'interprétation du mot «économiser» diverge. Marylène Volpi-Fournier, présidente de la FMEP et porte-voix des revendications, y voit une épée qui a déjà trop servi.

Pour elle, plus rien ne justifie de nouvelles économies, la preuve par les chiffres. *«Les déficits des comptes 2013 et 2014 ont été amortis et le compte 2015 boucle sur un excédent de 140millions de francs et on table sur un budget de rêve pour 2017.»* Hors de question donc de pérenniser et prendre de nouvelles mesures d'économie sur deux, trois ou quatre ans.

Oskar Freysinger entre le marteau et l'enclume

Deuxième acteur, Oskar Freysinger, conseiller d'Etat chargé de la formation et de la sécurité et dont, comme il le souligne lui-même, 95% des membres de la FMEP dépendent de ses services. Celui qui, en ancien enseignant, sait qu'on a déjà *«exigé des efforts importants»* des employés de l'Etat mais qui ne dispose *«malheureusement pas de marge de manœuvre»*, son département étant le plus lourd en masse salariale.

Chargé de trouver et d'appliquer des économies pour la troisième année consécutive, le conseiller d'Etat les ferait volontiers rimer avec marteau et enclume.

Un débat «explosif» à venir

A tel point que deux de ses déclarations ne sont pas tombées dans les oreilles de sourds. D'abord en référence au rejet du second paquet d'économies (ETS II) par le Grand Conseil la semaine passée. *«Vous verrez, la commission va conserver toutes les coupes de ce paquet d'économies et rejeter toutes les recettes. Mon département sera indûment touché et moi, je serai le dindon de la farce. Ce gouvernement n'a jamais voulu péjorer le statut des employés d'Etat, il l'a fait le moins douloureusement possible.»* Deuxième salve un peu plus tard en racontant la discussion avec un député qui voulait faire passer une économie de dix millions aux professeurs du secondaire. «*Ce n'est tout simplement pas viable. Et là, c'est moi qui prendrai la tête du cortège pour manifester.»* Evoquant une partie de *«poker menteur»*, il promet un débat *«explosif»* sur le budget. Et face à une salle qui se sent étouffée, le malaise était perceptible.

Maurice Tornay veut de la prudence

C'est là qu'intervient l'arbitre et patron des finances cantonales, le conseiller d'Etat Maurice Tornay. Pour lui, économiser c'est raisonner. *«On ne peut pas se satisfaire d'un pic en 2017 et risquer de se retrouver sous le paillasson en 2018, 2019, 2020 ou 2021 et mieux vaut agir que réagir dans l'urgence, c'est toujours moins douloureux.»*

Dans le détail, trois éléments ne le rassurent guère sur le futur. Les éventuelles pertes fiscales liées à la troisième réforme des entreprises, soumise au vote en février. La réduction probable de la part de la péréquation intercantonale ou encore l'éventuelle baisse des redevances hydrauliques. A la louche, un trou qui pourrait se chiffrer à plus d'une centaine de millions.

Réactions contrastées

Suffisant pour s'attirer de la bienveillance de la salle? Difficile à dire. A l'heure des questions, certains trouvaient ces explications «*un tantinet culottées*» ou avaient même carrément l'impression *«d'être une dinde et de ne plus rien comprendre».* En commun, une seule interrogation: *«On entend vos difficultés mais est-ce à la fonction publique de payer pour ça?»* La fin de l'histoire, ce n'est pas pour demain.